

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 28/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BACHELET-BONNEFOND

12, rue de l'ancienne Mare
BP 45
76140 Le Petit-Quevilly

Références : UDRD.2023.07.ET.378.SB.BrJ
Code AIOT : 0005801216

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2023 dans l'établissement BACHELET-BONNEFOND implanté ZI des Patis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de l'action régionale dite "coup de poing" portant sur la thématique des rejets en eau, l'inspection s'est rendue le 24 mai 2023 sur le site de la société Bachelet Bonnefond située au n°12 rue de l'ancienne Mare à Petit-Quevilly, à l'issue d'un prélèvement de 24h afin de s'assurer du respect des valeurs limites d'émission des rejets de l'installation. Les résultats du contrôle inopiné ont été mis en ligne sur la plateforme GIDAF le 28 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BACHELET-BONNEFOND
- ZI des Patis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005801216

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 21 avril 2022 à exercer une activité de traitement de déchets liquides dangereux et non dangereux (pour une capacité totale de 18 000 t/an).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- **Vérification de la conformité réglementaire des rejets dans l'eau**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.9 et 4.3.11	/	Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale <u>demande n° 1</u>	6 mois 1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
8	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence le dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) sur 2 paramètres (zinc, AOX) et de la valeur limite de la caractéristique couleur dans les rejets des eaux résiduaires et l'atteinte d'une limite de quantification (LQ) sur le paramètre Nonylphénols qui ne permet pas de statuer sur le respect de la VLE associée. Il est à préciser que le constat de dépassement sur le paramètre zinc est récurrent. Dans ce contexte, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant d'identifier et d'engager les actions correctives nécessaires pour respecter les VLE, en particulier sur le zinc.

De plus, il est attendu dans le délai indiqué dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 juillet 2023 les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance permettant de garantir la fiabilité et la reproductibilité des mesures effectuées sur les rejets résiduaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Pose matériel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : L'inspection constate que le laboratoire a pu correctement installer son matériel notamment son préleveur automatique sur l'emplacement prévu, c'est à dire au canal venturi. Le point de prélèvement s'effectue au même endroit que là où est faite l'autosurveillance de l'exploitant. Le débit est estimé à 10 m³/j. Le site ne rejette plus en continu depuis qu'il est autorisé à réutiliser l'eau recyclée pour ses camions hydrocureurs pour les activités de nettoyage de réseau d'assainissement et des dispositifs de traitement des eaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Dépose matériel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : L'inspection constate que le matériel posé par le laboratoire est toujours en place après 24h. Le laboratoire externe a réalisé une homogénéisation de l'effluent contenu dans le bidon de prélèvement en suivant les règles de l'art (homogénéisation mécanique en rotations lentes, avec une pôle en inox), avant et pendant la réalisation de l'échantillonnage par pompage. Des échantillons ont été constitués pour le laboratoire en charge du contrôle inopiné, ainsi que pour le laboratoire réalisant les analyses dans le cadre de l'autosurveillance de l'établissement. L'inspection a constaté que les contenants, de taille et de matière adaptées, utilisés pour la réalisation des échantillons en fonction des paramètres recherchés, sont fournis par le laboratoire d'analyse réalisant les contrôles dans le cadre de l'autosurveillance de l'établissement. Par ailleurs, le laboratoire externe a indiqué à l'inspection que le volume d'effluent mesuré sur 24 h est compris entre 15 et 20 m ³ , soit supérieur au débit indicatif mentionné la veille par l'exploitant à savoir 10 m ³ . Parallèlement, le report de volume en lien avec l'installation de l'établissement indiquait un volume arrondi à 20 m ³ sur la même période. Il peut donc être conclu que les installations de mesure de débit de l'établissement (canal venturi et capteur de mesure de hauteur) ont fourni une information fiable concernant la mesure de débit d'effluent rejeté, au moment de la réalisation du contrôle inopiné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.9 et 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le rejet direct ou indirect de substances dont l'action ou les réactions sont susceptibles de détruire les poissons, nuire à leur nutrition ou à leur reproduction est interdit. Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Température : < 30°C• pH : compris entre 5,5 et 8,5• Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement collectif, les valeurs limites en concentration et flux définies mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution.
Constats : L'inspection a été informée le 28 juin 2023 de la mise en ligne sur la plateforme GIDAF des résultats du contrôle inopiné afférent au prélèvement du 24 mai 2023. Le rapport d'analyse compare d'une part les résultats du contrôle inopiné avec les valeurs limites d'émission (VLE) prescrites dans l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022, et d'autre part avec les résultats obtenus par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance. Ce rapport conclut que les résultats du contrôle inopiné valident les résultats de l'autosurveillance fournis par l'exploitant. Cependant, les résultats montrent des dépassements à la caractéristique couleur mesurée à 270 pour une valeur limite à 100 soit un écart de +170 % et en concentrations pour les paramètres zinc (mesuré à 17,1 µg/L pour une valeur limite d'émissions (VLE) à 10 µg/L soit un écart de +71 %) et AOX (mesuré à 1,5 mg/L pour une VLE à 1 mg/L soit un écart de +50 %). L'inspection constate que les dépassements sur le paramètre Zinc sont récurrents. Enfin, les résultats d'analyse sur le paramètre Nonylphénols ne permettent pas de statuer sur sa conformité pour cause d'atteinte de la limite de quantification lors de l'analyse (LQ inférieure à 0,25 µg/L alors que la VLE est fixée à 0,1 µg/L).
Écart réglementaire n° 1 : le fait de ne pas respecter la valeur limite de la caractéristique couleur des eaux résiduaires avant rejet dans une station d'épuration constitue une non conformité à l'article 4.3.9 de l'arrêté ministériel du 21 avril 2022.
Écart réglementaire n° 2 : le fait de ne pas respecter les valeurs limites d'émissions en concentration sur les 2 paramètres (zinc et AOX) des eaux résiduaires avant rejet dans une station d'épuration constitue une non conformité à l'article 4.3.11 de l'arrêté ministériel du 21 avril 2022.
L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles 4.3.9 et 4.3.11 dans un délai de 6 mois en mettant en œuvre les moyens nécessaires pour que l'ensemble des paramètres réglementés (caractéristiques, concentrations et/ou flux) soit inférieur à la valeur limite d'émission prescrite par ces mêmes articles.
Demande n° 1 : L'exploitant réalise au plus tard sous un délai d'un mois dès réception du présent rapport, une nouvelle analyse sur le paramètre Nonylphénols qui permet de statuer sur le respect de la VLE fixé à 0,1 µg/L dont le rapport sera transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois pour la mise en demeure et 1 mois pour la demande n° 1

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection constate qu'aucune justification sur les dépassements relevés par le contrôle inopiné n'a été versée par l'exploitant dans GIDAF. L'exploitant met en place les actions correctives pour respecter les VLE (cf écarts réglementaires n°1 et 2 précédents).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Le programme d'autosurveillance suivi par l'exploitant est issu du chapitre 9.1 et notamment de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral cadre du 21 avril 2022, qui intègrent les dispositions réglementaires applicables à l'établissement (arrêtés ministériels et convention de rejets avec la station d'épuration EMERAUDE). L'exploitant renseigne régulièrement dans GIDAF les résultats des mesures effectuées sur les paramètres et aux fréquences imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. L'inspection avait déjà constaté en 2022 des dépassements sur les paramètres zinc, cuivre et métaux totaux dont la mise en place d'un deuxième filtre à charbon (en novembre 2022) avaient permis de résorber l'émission de certains polluants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats d'analyse sont régulièrement renseignés dans GIDAF par l'exploitant et les adresses mails inscrites sont correctes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de son autosurveillance des rejets d'eaux résiduaires, l'exploitant réalise lui-même les mesures en continu (pH, température et débit) ainsi que tous les prélèvements et échantillonnages qu'il transmet ensuite à un laboratoire externe agréé pour analyse. L'inspection constate qu'aucune procédure n'est mise en place permettant de s'assurer de la fiabilité et de la reproductibilité des pratiques. Ce constat fait déjà l'objet d'un écart réglementaire relevé dans le rapport d'inspection du 23 mai 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : L'exploitant indique que le contrôle de recalage est réalisé au moins une fois par an, lors du contrôle par un laboratoire extérieur agréé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet